

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de service

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'opération Sea campus sur le centre Bretagne de l'Ifremer à Plouzané.

N° 251000113

PROCEDURE :

Appel d'offre ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**IFREMER
Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte-Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : PI (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles- Arrêté du 30 mars 2021)

Indice	Objet	Date
A	Création du document	22/04/2025

Table des matières

1. OBJETS DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Clause d'exclusion	5
1.3. Intervenants	5
1.3.1. Titulaire (AMO)	5
1.3.2. Maîtrise d'ouvrage	5
1.3.3. Contrôle technique (CT)	5
1.3.4. Coordination de la sécurité et de prévention de la santé (CSPS)	5
1.3.5. Autres intervenants	6
1.4. Co-traitance	6
1.5. Sous-traitance	6
2. PIÈCES CONTRACTUELLES	7
3. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
4. DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	8
4.1. Allotissement	8
4.2. Décomposition en tranche	8
5. SUIVI DU MARCHÉ	9
5.1. Représentant du titulaire	9
5.1. Représentant Ifremer	9
5.2. Ordre de service	9
5.3. Réunions	9
6. PRIX DU MARCHÉ	9
6.1. Contenu des prix	9
6.2. Type de prix	10
6.3. Date d'établissement des prix	10
6.4. Variation des prix	10
6.4.1. Révision du prix – tranche n°1, 2, 3, 4 et 5.	10
6.4.2. Mise en œuvre de la révision	10
6.4.3. Clause butoir	11
7. MODALITÉS RELATIVES AUX RÉGLEMENTS	11
7.1. Avance	11
7.2. Règlement des prestations	11
7.3. Délai global de paiement	12

7.4. Présentation des demandes de paiement.....	12
8. MODALITES D'EXECUTION	13
8.1. Confidentialité.....	13
8.2. Prévention des risques de conflit d'intérêt et de corruption	13
8.3. Remplacement d'un membre de l'équipe du titulaire.....	14
9. PENALITE.....	14
9.1. Dispositions générales.....	14
9.2. Pénalité pour retard.....	14
9.3. Autres pénalités.....	15
10. VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION.....	15
11. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
12. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DU MARCHE	16
12.1. Modification des délais d'exécution.....	16
12.2. Modification du plafond de la clause butoir	17
13. MODIFICATION EN COURS DE MARCHE - AVENANT	17
13.1. Avenant modificatif	17
13.2. Prestations supplémentaires.....	17
13.3. L'avenant de transfert	18
14. MARCE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE.....	18
15. RESILIATION.....	18
16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE	18
17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	19
18. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES.....	19
19. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

1. OBJETS DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'opération suivante :

IFREMER - Centre de Bretagne – PLOUZANE (29) – Sea Campus Phase 1 lot 1

Le détail des prestations à réaliser par le Titulaire est défini au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). En cas de contradiction entre le CCAP et le CCTP, les conditions du CCAP prévalent.

1.2. Clause d'exclusion

Étant donnée la teneur de ses missions, le titulaire du présent marché ne peut en aucun cas concourir pour être titulaire ou participer au marché de Sea Campus. Toute candidature au marché principal d'exécution des prestations émanant d'une société ou d'un groupement dont le mandataire, l'un des cotraitants ou sous-traitant n'est pas indépendant du titulaire du présent marché sera rejetée.

1.3. Intervenants

1.3.1. Titulaire (AMO)

Le titulaire du présent marché est désigné sous le nom de « titulaire » ou d'« AMO » dans les pièces du présent marché.

1.3.2. Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par IFREMER.

1.3.3. Contrôle technique (CT)

Le contrôleur technique est désigné par l'Ifremer. Les prestations de contrôles techniques ne font pas partie du présent marché.

1.3.4. Coordination de la sécurité et de prévention de la santé (CSPS)

En application de la Loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94.1159 du 26 décembre 1994 et du décret n°95-543 du 04 mai 1995 définissant la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le maître de l'ouvrage est assisté pour l'exécution de la tranche ferme d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS), dont la mission de catégorie 1, couvre notamment les parties techniques de conception et de réalisation.

La coordination SPS pour les parties techniques sera confiée à un prestataire externe au maître de l'ouvrage. Il sera désigné ultérieurement.

1.3.5. Autres intervenants

Dans le cadre de ses missions, le titulaire sera amené à rencontrer différents intervenants comme les chercheurs / scientifiques Ifremer.

1.4. Co-traitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis aux articles R2142-19 et R2142-20 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique, quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire des autres opérateurs économiques membres du groupement.

1.5. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée par l'Ifremer et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Les pièces suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance :

- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, disponible ci-joint)
- Déclaration de candidature relatif à la capacité économique, financière et technique du sous-traitant (formulaire DC2, disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Cette déclaration doit notamment comporter le chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles, les moyens généraux de l'entreprise en personnel, une liste de références similaires des prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date ainsi que l'identité de la personne publique ou privée pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées ;
- Déclaration sur l'honneur ;
- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le sous-traitant fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date

d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;

- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du Marché sont composées de pièces générales et de pièces particulières. L'ensemble de ces pièces, dont les pièces générales qui ne sont pas jointes dans les pièces constitutives du marché, sont réputées connues et acceptées du Titulaire.

Les conditions générales du Titulaire sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

En cas de contradiction entre les dispositions des pièces contractuelles du Marché, les documents prévalent dans l'ordre décroissant ci-après, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI :

- Les pièces particulières sont :
 - L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, ainsi que les modifications éventuelles ultérieures opérées par avenant ;
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans sa dernière version applicable ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans sa dernière version applicable et ses annexes ;
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/PI) ;
 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
 - A titre supplétif, l'offre technique du titulaire.

Le CCAG/PI est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

La durée de validité du marché couvre la réalisation de l'ensemble des prestations décrites au CCTP. Le marché prend fin à l'achèvement des prestations décrite au CCTP.

Les interventions de l'AMO commencent dès l'ordre de service de démarrage des prestations et se terminent après l'achèvement des prestations.

Le délai prévisionnel d'exécution du marché par tranche est de :

Tranche	Délais d'exécution prévisionnel (<i>en mois</i>)
Tranche n°1	9 mois
Tranche n°2	2 mois
Tranche n°3	10 mois
Tranche n°4	21 mois
Tranche n°5	12 mois

Le point de départ du délai d'exécution de chaque partie technique court à compter de la date de l'ordre de service en prescrivant le commencement.

4. DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

4.2. Décomposition en tranche

Tranches fermes	
Tranche n°1	Assistance à la passation du marché de Sea-campus – sélection de 3 groupements.
Tranche n°2	Assistance à la passation des marchés publics de prestations intellectuelles ou de service.
Tranches optionnelles	
Tranche n°3	Assistance en phase de conception.
Tranche n°4	Assistance lors de l'exécution.
Tranche n°5	Assistance en phase de réalisation des travaux et parfait achèvement.

Les tranches optionnelles pourront être affermies au cours d'exécution du marché par ordre de service notifié au titulaire.

Les prestations composant les tranches sont indiquées au CCTP.

5. SUIVI DU MARCHÉ

5.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

5.1. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

5.2. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion. A défaut d'observation dans le délai indiqué, les prescriptions du bon de commande sont réputées être acceptées.

5.3. Réunions

Les réunions sont décrites au CCTP.

Des réunions de suivi technique supplémentaire pourront être organisées à l'initiative d'une des parties. Ces réunions ne pourront faire l'objet de facturations supplémentaires à l'Ifremer.

6. PRIX DU MARCHÉ

6.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCTP.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

6.2. Type de prix

Les prix du marché sont : forfaitaires.

6.3. Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

6.4. Variation des prix

6.4.1. Révision du prix – tranche n°1, 2, 3, 4 et 5.

Les prix sont fermes pendant une durée de 12 mois à compter de la notification du marché. En cas de retard dans l'exécution des prestations, celles-ci resteront soumises aux prix fermes, dès lors qu'elles devaient être réalisées dans la période de 12 mois, et ce, même si leur exécution intervient postérieurement à cette période.

Les acomptes intervenant au-delà de cette période de 12 mois sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (ING_n / ING_o)]$$

Dans laquelle :

- P est la valeur mise à jour du Prix P₀
- P₀ est le prix d'origine à mettre à jour
- Index n : valeur de l'indice à la date anniversaire de la notification du marché.
- Index o : valeur de l'indice paru à le mois de la remise des offres.

Indice applicable à la révision des prix :

- Index divers de la construction – ING – Ingénierie – Base 2010 – Identifiant Insee n°001711010 - disponible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

6.4.2. Mise en œuvre de la révision

Pour chaque acompte, le titulaire joint les informations suivantes à sa facture :

- Le montant initial de l'acompte sollicité ;
- Les indices de révision applicables ;
- Le coefficient de révision calculé conformément aux modalités du contrat ;
- Le montant révisé de l'acompte, après application du coefficient de révision.

L'Ifremer se réserve le droit de refuser la révision en cas d'informations incorrectes ou incomplètes, de solliciter des informations complémentaires auprès du Titulaire. L'Ifremer se réserve le droit de calculer à la place du titulaire le montant de la révision des prix.

Pour la révision, seront appliqués les derniers indices connus et publiés à la date de révision. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur en application de la règle suivante : si le quatrième chiffre après la virgule est compris entre 0 et 4, le chiffre des millièmes est inchangé. Si le quatrième chiffre après la virgule est compris entre 5 et 9, le chiffre des millièmes décimales est augmenté d'une unité.

Le solde de chaque tranche clôt définitivement les droits des parties en matière de révision des prix la tranche considérée.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

6.4.3. Clause butoir

Le prix des prestations ne pourra pas augmenter, sous l'effet de la clause de révision de prix, **de plus de 1,5% par rapport à l'année précédente et de 6% maximum sur la durée totale du marché.**

7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

7.1. Avance

L'avance est versée pour chaque tranche dont le montant initial est supérieur à 20 000€ HT. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant de la tranche considérée. Cette avance est calculée sur la base du montant de la tranche diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification de l'acte d'engagement ou de l'ordre de service d'affermissement de la tranche considérée.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la tranche.

7.2. Règlement des prestations

Les factures sont à envoyer pour validation au service IMA de l'Ifremer. Le projet de décompte est validé par écrit. Suite à cette validation, le titulaire transmet sa facture selon les modalités décrites à l'article 7.4.

Les prestations font l'objet d'un paiement par acompte trimestriel et solde pour chaque tranche. Le solde clôt définitivement les obligations financières des parties pour chaque tranche. Pour chaque demande de paiement le candidat indique les prestations réalisées et fournit tous les justificatifs nécessaires sur demande de l'Ifremer.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit, soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Le titulaire peut regrouper la facturation afférente à plusieurs tranches en spécifiant et détaillant les montants des acomptes correspondant à chaque tranche.

7.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

7.4. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/PI.

Les modalités relatives à la mise en œuvre de la révision des prix sont indiquées à l'article 6.4.2.

Le règlement du Titulaire intervient sur la base des prestations effectivement réalisées et prendra en compte le cas échéant les pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Le cas échéant, les factures afférentes au paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde sont obligatoirement établies en mentionnant les prix initiaux du marché et les prix révisés du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché. Les prix révisés sont les prix établis après application de la formule de révision mentionnée à l'article 6.4.1 ci-avant.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, règlements partiels définitifs ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET ou CIF
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)

Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<p>https://chorus-pro.gouv.fr NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER SIRET : 330 715 368 00032 Code de service : METROPOLE_DOM</p>
--

8. MODALITES D'EXECUTION

8.1. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG/PI, son personnel et ses éventuels sous-traitants sont tenus à l'obligation de réserve et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

A ce titre, ils s'interdisent toute communication à des tiers. Ils s'exposent au risque de poursuites pénales en cas de violation de l'obligation de secret et de discrétion à laquelle ils sont formellement et tout particulièrement tenus au titre de ce marché. Le Titulaire reste tenu à son obligation de discrétion à l'issue des relations contractuelles.

L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, photocopieurs et télécopieurs, est interdit.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

8.2. Prévention des risques de conflit d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le

titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.3. Remplacement d'un membre de l'équipe du titulaire

En cas de départ, d'indisponibilité définitive ou prolongée, ou de retrait d'un membre de l'équipe projet désignée, le Titulaire s'engage à le remplacer sans délai, à ses frais exclusifs, par une personne de compétence et qualification équivalentes, sous réserve de l'accord préalable du Maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser la personne proposée par le titulaire.

9. PENALITE

9.1. Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas les 1 000€ pour l'ensemble du marché.

En toute hypothèse, le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 20% du montant de la tranche considérée. L'article 14.1.2 du CCAG/PI, spécifique aux pénalités de retard, n'est pas applicable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'Ifremer de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En toute hypothèse, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer, de ne pas appliquer les pénalités ou d'appliquer partiellement les pénalités.

Le présent article complète l'article 14 du CCAG/PI.

9.2. Pénalité pour retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, il est appliqué, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, une pénalité de 100€ HT par jour calendaire de retard

et par demande d'avis/conseil/document (art.4.1 du CCTP). Les pénalités s'appliquent cumulativement.

Au-delà de 7 jours calendaire de retard, le montant journalier de la pénalité augmente à 150€ HT. De plus, tous les 7 jours calendaires de retard supplémentaires, la pénalité est augmentée de 50€ HT par jour.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard par le représentant du pouvoir adjudicateur et appliqué sur les acomptes ou le solde de la tranche concernée. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise de l'avis/conseil/ document et la date limite prévue.

En cas de dépassement de délai du fait du maître d'ouvrage, le délai d'exécution pourra être prolongé sur demande justifiée du titulaire.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

9.3. Autres pénalités

N°	Pénalités	Occurrence	Valeur HT	Précision
1	Absence aux réunions	Forfaitaire	150,00€	Applicable de plein droit suite à la constatation de l'absence. Une absence est constatée à compter de 20 minutes de retard à une réunion.
2	Non-respect du délai maximal de levée des réserves/observations	Journalière	150,00	Applicable par jour calendaire de retard. Pénalité applicable en cas de non-respect du délai de réponse aux observations/réserves de l'Ifremer sur les documents/avis/conseil transmis par le titulaire au cours de l'exécution (art.13).
3	Non-respect de l'obligation de confidentialité	Forfaitaire	1 000€	Applicable par manquement constaté à l'obligation de confidentialité.

10. VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION

La réception des prestations de chaque tranche est conditionnée par la remise complète des livrables s'y rapportant et par la validation des livrables par le maître d'ouvrage.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG/PI :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

Tout avis, conseil ou document transmis par le titulaire au cours de l'exécution du marché, pourra faire l'objet de réserves ou observations de la part du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra répondre à toutes les observations formulées par l'Ifremer dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG/PI, ou dans un délai différent expressément indiqué par l'Ifremer.

À la suite de la réponse du titulaire, l'Ifremer se réserve le droit d'émettre de nouvelles observations, jusqu'à ce que les documents ou avis transmis soient jugés conformes.

En l'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, l'Ifremer pourra appliquer les pénalités n°2 de l'article 9.3 du présent marché. De plus, les acomptes afférents concernées pourront être suspendus jusqu'à la levée complète des réserves émises par le pouvoir adjudicateur.

La présente clause s'applique de manière générale à l'ensemble des prestations intellectuelles, notamment les documents, avis, analyses ou conseils fournis par le titulaire, quelle que soit leur nature ou leur moment d'intervention au cours de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/PI, les prestations ne peuvent pas faire l'objet d'une admission tacite.

11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le régime des droits de propriété intellectuelle applicable est le régime de cession des droits à titre exclusif à l'acheteur.

12. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DU MARCHE

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentés par le Titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

12.1. Modification des délais d'exécution

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- La modification des délais d'exécution

En cas de survenance de difficulté rendant impossible le respect des délais d'exécution, le titulaire pourra adresser une demande de modification des délais d'exécution. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée.

Le titulaire dispose **d'un délai de 15 jours** maximum à compter de la survenance de l'évènement visé au premier alinéa, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai, pour transmettre sa demande à l'acheteur. Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la situation. L'acheteur notifie au titulaire sa décision par ordre de service au titulaire. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Le ou les délais prolongés remplacent les délais initialement prévus.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais contractuels, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Par ailleurs, de sa propre initiative l'Ifremer se réserve le droit de prolonger les délais d'exécution par ordre de service. Au préalable, les parties pourront examiner conjointement la prolongation nécessaire à la bonne exécution des prestations

12.2. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive des plafonds fixés par la clause butoir.

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un évènement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tous moyens permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée ci-dessus. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer.

13. MODIFICATION EN COURS DE MARCHE - AVENANT

Le marché peut être modifié selon le cas sous l'une des formes décrites ci-dessous.

13.1. Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

13.2. Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques

- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

13.3. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le Titulaire initial est remplacé par un nouveau Titulaire, sous réserve de l'accord du Pouvoir Adjudicateur.

14. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme des prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initiale.
- La mise en concurrence du marché initiale doit avoir pris en compte le montant total envisagé.

15. RESILIATION

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG/PI s'applique.

En complément de l'article 39 du CCAG/PI, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG/PI, la résiliation pour faute peut intervenir sans mise en demeure préalable.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

En application de l'article 22 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur du marché se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des tranches définies dans le CCTP sans que cette décision puisse donner lieu à indemnité. Par dérogation à l'article 22 du CCAG/PI, le titulaire ne bénéficie pas de la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque tranche.

16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du Titulaire, dans l'hypothèse où le Titulaire ne serait pas en mesure d'effectuer les prestations dans les délais convenus, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au Marché. Les prestations réalisées par le tiers le seront aux risques et frais du Titulaire.

17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

18. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Le droit applicable est le droit français.

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation. En cas de recours, le litige est porté devant le tribunal compétent.

19. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

* L'article 2 déroge à l'article 4.1 et 4.2.1 du CCAG/PI

* L'article 5.2 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/PI

- * L'article 6.1 complète l'article 10.1.3
- * L'article 9.1 déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
- * L'article 9.1 complète l'article 14 du CCAG/PI
- * L'article 9.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG/PI
- * L'article 10 déroge à l'article 29 et 29.2.1 du CCAG/PI
- * L'article 15 complète l'article 39 du CCAG/PI
- * L'article 15 déroge à l'article 22 et 39 du CCAG/PI